

# Economie : au service de quels projets de société ?

Nous sommes aujourd'hui contraints de penser globalement les impacts sociaux et environnementaux de nos comportements économiques, aussi modestes soient-ils. La peur du lendemain, l'insécurité sociale marquent souvent notre résignation : il n'est pas facile d'échapper à une schizophrénie ambiante, de résister au conditionnement du « tout jetable » d'un système de consommation qui nous promet la lune à bas prix tous les jours, au prix de factures sociales et écologiques de plus en plus lourdes, qui finalement n'épargnent plus personne.

Quand les mots sont usés, rendre visible ce que le modèle économique dominant tente de nous masquer n'est pas un exercice facile. Changer de mode de développement sans utiliser toujours le travail et le vivant comme variables d'ajustement, passe inévitablement par l'examen de nos rapports marchands. Cela passe par la compréhension que derrière un prix, il y a des coûts, des filières économiques, des savoir-faire, des métiers, des êtres humains, des écosystèmes.

**Autour de la projection du film documentaire « Tous comptes faits », et en présence de sa réalisatrice Agnès Denis, l'association MINGA et la librairie *La Belle Aventure* vous invitent à venir réfléchir et débattre : comment nos activités commerciales et nos modes de consommation peuvent-ils réinterroger nos projets de société ?**

**Le jeudi 9 avril à 20h30, au TAP cinéma de Poitiers, place Maréchal Leclerc. Entrée gratuite**

*Avec le soutien de la Région Poitou-Charentes, dans le cadre du « Printemps pour une économie équitable »*

## **Tous comptes faits**

En 1949, quand l'épicier Edouard Leclerc, ouvre son premier libre-service dans un hangar de Landerneau, il n'imagine certainement pas l'ampleur du succès que va connaître cette nouvelle forme de commerce. Les Français n'imaginent pas non plus combien l'emprise de la consommation de masse va progressivement changer leur vie, car si cette réussite spectaculaire a des avantages, elle a aussi des coûts.

Aujourd'hui, la France est le pays européen qui possède la plus forte densité de grandes surfaces par habitant. Les 7 sociétés qui les possèdent, commercialisent plus de 75% de la consommation nationale, ce qui leur permet d'exercer leur puissance sur des milliers de fournisseurs.

Il paraît que c'est pour le bien des consommateurs que la grande distribution exige des prix toujours plus bas aux industriels et aux agriculteurs qui doivent licencier, délocaliser ou disparaître. Mais qui est mal payé, perd son emploi et doit, par ses impôts et cotisations, réparer les dégâts sociaux d'un tel système ?

C'est le consommateur-alibi, qui est aussi salarié et citoyen.

La croissance de la grande distribution s'est emballée avec la libre circulation des marchandises et des capitaux ; de ce fait, elle est au cœur du débat sur le type de développement auquel nous aspirons. Jusqu'où veut-on aller dans le démantèlement de notre industrie, dans la disparition de nos exploitations agricoles, dans la déshumanisation de notre société ?

Il ne s'agit pas de dénoncer seulement les excès les plus scandaleux de ce système, telles les marges arrières, les implantations illégales ou la surveillance abusive des employés des grandes surfaces, mais de montrer que c'est la logique même du système qui nous entraîne tous dans une impasse. Le consommateur a-t-il conscience du type de société qui peu à peu est imposée au citoyen ?

Dans cette réflexion sur un engrenage sans avenir, nous essayons de rendre compte, de faire les comptes et d'en demander à qui de droit.

**Agnès Denis.**